

Memorial des **Großherzogthums Luxemburg.**



MEMORIAL DU **GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.**

Freitag, 7. April 1876.

N^o 23.

VENDREDI, 7 AVRIL 1876.

Königl.-Großh. Beschluß vom 31. März 1876, betreffend die Veröffentlichung eines Uebereinkommens zwischen Luxemburg und Belgien in Betreff des Telegraphen-Verkehrs.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 31. Januar 1876;

Nach Einsicht der zwischen der Großherzoglichen und der Belgischen Regierung am 15. — 23. März 1876 gewechselten Erklärung, welche für die Dauer des St. Petersburger Vertrages vom 22. Juli 1875 im Interesse beider Länder besondere Bestimmungen zu Gunsten ihres telegraphischen Verkehrs zu vereinbaren bezweckt;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 9. December 1869, den Telegraphen-Dienst betreffend;

Auf den Collectiv-Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General-Directors der öffentlichen Bauten, und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die obenerwähnte, zwischen den Regierungen des Großherzogthums und von Belgien gewechselte Erklärung soll behufs Ausführung durchs „Memorial“ veröffentlicht werden.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Director der öffent-

Arrêté royal grand-ducal du 31 mars 1876, concernant la publication d'un arrangement entre le Grand-Duché et la Belgique au sujet de l'échange des correspondances télégraphiques.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu Notre arrêté du 31 janvier 1876;

Vu la déclaration échangée entre le Gouvernement du Grand-Duché et le Gouvernement de Belgique, sous la date du 15/23 mars 1876, en vue de régler dans l'intérêt des deux pays des dispositions spéciales en faveur de leurs correspondances télégraphiques pour la durée du traité de St. Petersbourg, du 22 juillet 1875;

Vu la loi du 9 décembre 1869, concernant le service télégraphique;

Sur le rapport collectif de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et de Notre Directeur général des travaux publics, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. La déclaration échangée entre le Gouvernement grand-ducal et le Gouvernement de Belgique, susvisée, sera publiée par la voie du *Mémorial*, afin d'exécution.

Art. 2. Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement, et Notre Directeur général des

lichen Bauten sind, jeder insofern es ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Saag den 31. März 1876.

Für den König-Großherzog :
Dessen Statthalter

Der Staatsminister, im Großherzogthum,
Präsident der Regierung, Heinrich,
F. de Blochausen. Prinz der Niederlande.
Der General-Director
der öffentlichen Bauten,
W. v. R ö b e.

travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 31 mars 1876.

Pour le Roi Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant

Le Ministre d'État, dans le Grand-Duché,
Prés. du Gouvernement, HENRI,
F. DE BLOCHAUSEN. PRINCE DES PAYS-BAS.
Le Directeur général des
travaux publics,
V. DE RŒBÉ.

DÉCLARATION

échangée entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique au sujet des correspondances télégraphiques.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement belge, voulant maintenir en faveur des correspondances télégraphiques échangées entre les deux pays certaines dispositions spéciales arrêtées pour la durée des traités en vigueur et qui cessent d'être obligatoires, de même que ces traités, au 1^{er} janvier 1876, par suite de l'application de la convention télégraphique internationale signée à St.-Pétersbourg le 22 juillet 1875;

Voulant user pour cet objet de la faculté stipulée par l'art. 17 de cette convention, d'après lequel des arrangements particuliers peuvent être conclus entre deux ou plusieurs des hautes parties contractantes, les soussignés, autorisés à cet effet, ont arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Les dispositions réglementaires de la convention télégraphique susmentionnée sont appliquées, à dater du 1^{er} janvier 1876, aux correspondances télégraphiques échangées entre les bureaux du Gouvernement grand-ducal de Luxembourg et les bureaux du Gouvernement belge.

Art. 2. La taxe du télégramme de vingt mots échangé entre les bureaux télégraphiques du Gouvernement grand-ducal et les bureaux télégraphiques du Gouvernement belge, reste fixée au taux uniforme d'un franc cinquante centimes, quelles que soient les distances parcourues sur les deux territoires. Cette taxe sera augmentée de soixante-quinze centimes par série indivisible de dix mots en sus. Elle est partagée à raison de deux tiers pour la Belgique et d'un tiers pour le Grand-Duché.

Pour les correspondances échangées entre le Grand-Duché et la province belge limitrophe de Luxembourg, les taxes restent réduites respectivement à un franc et à cinquante centimes et sont partagées par moitié entre les deux offices.

Les dépêches entre deux bureaux télégraphiques du même État contractant qui emprunteraient les lignes télégraphiques de l'autre État continuent à être taxées pour ce transit à raison

de cinquante centimes par télégramme de vingt mots et vingt-cinq centimes par série de dix mots ou fraction de série au-dessus de vingt.

Sauf la révision qui pourra avoir lieu de commun accord lorsque l'utilité en sera reconnue par les deux parties contractantes, les dispositions précédentes auront la même durée que la convention internationale susmentionnée.

Fait en double expédition à Luxembourg, le 23 mars 1876, et à Bruxelles, le 15 mars 1876.

F. DE BLOCHAUSEN. C^{te} D'ASPREMONT-LYNDEN.

Gesetz vom 10. Januar 1876, wodurch dem Hrn. Johann Franz Alexander Merot, Landwirth und Gastwirth zu Rodingen, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Einsicht des Naturalisationsgesuches des Hrn. Johann Franz Alexander Merot, Landwirth und Gastwirth zu Rodingen, geboren zu Longwy-bas (Frankreich) am 17. December 1829;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 10. December 1875 und des Staatsrathes vom 31. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Dem Hrn. Johann Franz Alexander Merot ist die Naturalisation verliehen.

Art. 2. Diese Naturalisation unterliegt einer Einregistrierungs-Gebühr von 150 Franken.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Weimar den 10. Januar 1876.

Für den König-Großherzog :

Deffen Statthalter

Der General-Director im Großherzogthum,
der Justiz, Heinrich,
Alph. Funck. Prinz der Niederlande.

Loi du 10 janvier 1876, qui accorde la naturalisation à M. Jean-François-Alexandre Merot, cultivateur et aubergiste à Rodange.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu la demande en naturalisation de M. Jean-François-Alexandre Merot, cultivateur et aubergiste à Rodange, né à Longwy-bas (France), le 17 décembre 1829;

Vu l'art. 10 de la Constitution;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 décembre 1875, et celle du Conseil d'État du 31 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. La naturalisation est accordée au dit M. Jean-François-Alexandre Merot.

Art. 2. Cette naturalisation est conférée moyennant un droit d'enregistrement de 150 francs.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Weimar, le 10 janvier 1876.

Pour le Roi Grand-Duc :

Son Lieutenant-Représentant

Le Directeur général dans le Grand-Duché,
de la justice, HENRI,
Alph. FUNCK. PRINCE DES PAYS-BAS.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848, Nr. 2.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Herrn Joh. Franz Alexander Merot verliehene Naturalisation ist von ihm am 25. März d. J. angenommen worden, wie solches aus einem Protokoll hervorgeht, welches am nämlichen Tage vom Bürgermeister der Gemeinde Pétingen aufgenommen worden und von welchem eine Ausfertigung bei der General-Direction der Justiz eingegangen ist.

Luxemburg den 1. April 1876.

Der General-Director der Justiz,
Alph. Funck.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848, N° 2.)

La naturalisation accordée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 25 mars dernier par M. Jean-François-Alexandre Merot, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par le bourgmestre de la commune de Pétange, et dont l'expédition a été déposée à la direction générale de la justice.

Luxembourg, le 1^{er} avril 1876.

Le Directeur général de la justice,
Alph. Funck.

Gesetz vom 10. Januar 1876, wodurch dem Hrn. Eugen Nau, Kärner und Landwirth zu Rodingen, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Einsicht des Naturalisationsgesuches des Hrn. Eugen Nau, Kärner und Landwirth zu Rodingen, geboren zu Longwy (Frankreich) am 17. April 1844;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidungen der Abgeordneten-kammer vom 10. December 1875 und des Staatsrathes vom 31. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Saben verordnet und verordnen:

Art. 1. Dem Hrn. Eugen Nau ist die Naturalisation verliehen.

Art. 2. Diese Naturalisation unterliegt einer Gebühr von 100 Franken.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins

Loi du 10 janvier 1876, qui accorde la naturalisation à M. Eugène Nau, charretier-cultivateur à Rodange.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu la demande en naturalisation de M. Eugène Nau, charretier-cultivateur à Rodange, né à Longwy (France), le 17 avril 1844;

Vu l'art. 10 de la Constitution;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 décembre 1875, et celle du Conseil d'État du 31 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. La naturalisation est accordée à M. Eugène Nau.

Art. 2. Cette naturalisation est conférée moyennant un droit d'enregistrement de 100 francs.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit

„Memorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Weimar den 10. Januar 1876.

Für den König-Großherzog :
Dessen Statthalter
im Großherzogthum,
Der General-Director der Justiz,
Alph. Funck. Heinrich,
Prinz der Niederlande.

insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Weimar, le 10 janvier 1876.

Pour le Roi Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant
dans le Grand-Duché,
Le Directeur général de la justice,
Alph. FUNCK. HENRI,
PRINCE DES PAYS-BAS.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848, Nr. 2.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Eugen Nau verliehene Naturalisation ist von ihm am 19. Februar d. J. angenommen worden, wie solches aus einem Protokoll hervorgeht, welches am nämlichen Tage vom Bürgermeister der Gemeinde Bettingen aufgenommen worden, und von welchem eine Ausfertigung bei der General-Direction der Justiz eingegangen ist.

Luxemburg den 1. April 1876.

Der General-Director der Justiz,
Alph. Funck.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848, N° 2.)

La naturalisation accordée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 25 mars dernier par M. Eugène Nau, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par le bourgmestre de la commune de Pétange et dont l'expédition a été déposée à la direction générale de la justice.

Luxembourg, le 1^{er} avril 1876.

Le Directeur général de la justice,
Alph. FUNCK.

Beschluß vom 4. April 1876, die Gesundheitspolizei des Viehes betreffend.

Die Regierung im Conseil;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 5. October 1870, die Viehseuchen betreffend, und des Königl.-Großh. Beschlusses vom 10. November 1870;

Nach Einsicht Unserer Beschlüsse vom 27. August und 30. October 1875 und 6. Februar 1876, wodurch Maßregeln gegen die Verbreitung der seuchenartigen Lungenentzündung unter dem Hornvieh von Oberbesslingen getroffen worden sind;

In Erwägung daß neue Fälle dieser Krankheit in besagter Ortschaft constatirt worden sind, daß es im Interesse des Ackerbaues ist, besagte Maßregeln auf den auswärtigen Verkehr der erwähnten Ortschaften zu beschränken;

Arrêté du 4 avril 1876, concernant la police sanitaire du bétail.

LE GOUVERNEMENT REUNI EN CONSEIL;

Vu la loi du 5 octobre 1870 sur les épizooties, et l'arrêté royal grand-ducal du 10 novembre 1870;

Revu les arrêtés des 27 août et 30 octobre 1875 et du 6 février 1876, prescrivant des mesures pour empêcher la propagation de la pleuropneumonie exsudative à Hautbellain;

Attendu que de nouveaux cas de cette maladie ont été constatés dans cette localité, mais que dans l'intérêt de l'agriculture il y a lieu de ne maintenir ces mesures que pour les relations à l'extérieur de la dite localité;

Beschließt :

Art. 1. Die durch Beschluß vom 27. August 1875 (Mem. 1875, S. 265) vorgeschriebenen Maßregeln sind wieder für die Dauer von 50 Tagen erneuert, jedoch ist der Verkehr des in nicht inficierten Ställen befindlichen Hornviehes im Innern der Section Oberbesslingen gestattet.

Art. 2. Dieser Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg den 4. April 1876.

F. de Blochausen, N. Salentiny,
B. v. Röbe.

Bekanntmachung. — Ackerbau-Commission.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 31. März 1876 ist Hr. Theodor Linden, Landwirth und Bürgermeister zu Scheuerhoff, zum Mitglied der Ackerbau-Commission auf die Dauer von sechs Jahren vom 1. Januar 1876 ab ernannt worden.

Luxemburg den 4. April 1876.

Der Staatsminister, Präsident der
Regierung,
F. de Blochausen.

Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Hr. J. B. Kolbach zu Esch an der Alzette ist als Agent der „Preussischen National-Versicherungs-Gesellschaft in Stettin“ bestätigt worden.

Luxemburg den 6. April 1876.

Der Regierungsrath,
M. Müllendorff.

Arrête :

Art. 1^{er}. Les mesures prescrites par l'arrêté du 27 août 1875 (Mém. 1875, p. 265) sont remises en vigueur pour 50 jours.

Néanmoins la circulation des bêtes à cornes provenant d'étables non contaminées est autorisée à l'intérieur de la section de Hautbellain.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 4 avril 1876.

F. DE BLOCHAUSEN; N. SALENTINY;
V. DE ROEBÉ.

Avis. — Commission d'agriculture.

Par arrêté royal grand-ducal du 31 mars 1876, M. Théodore Linden, agriculteur et bourgmestre à Scheuerhof, a été nommé membre de la Commission d'agriculture pour le terme de six ans à partir du 1^{er} janvier 1876.

Luxembourg, le 4 avril 1876.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

Avis. — Assurances.

M. J.-B. Kolbach, d'Esch-sur-l'Alzette, a été agréé comme agent de la Compagnie d'assurances dite « Preussische National-Versicherungs-Gesellschaft in Stettin. »

Luxembourg, le 6 avril 1876.

Le Conseiller de Gouvernement,
M. MULLENDORFF.